



Commission exécutive

Mardi 12 septembre 2023

RAPPORT INTRODUCTIF

Camarades

En septembre, il est de coutume de parler de rentrée après la coupure des mois de juillet et d'août dite des grandes vacances.

Nous nous retrouvons donc aujourd'hui à tout juste un mois de notre 15^{ème} Congrès, qui constitue pour nous un important rendez-vous.

Dans ce rapport, je vous propose de dresser un panorama rapide de la situation économique et sociale au niveau international, de la France et de la Martinique. Cela nous permettra de nous situer et de voir les tâches qui nous attendent à notre niveau dans ce contexte.

Sur le plan international

Durant les mois de juillet et août, il n'y a pas eu de trêve et les problèmes (dérèglement climatique, guerres, hausse des prix, pollution de l'atmosphère, etc.) ont continué à s'accumuler. Tout, ou presque, brûle ou flambe. Et surtout au sens propre du terme. Et plus on avance, plus on voit poindre la catastrophe.

Ce sont les incendies géants au Canada, aux Etats-Unis, en Grèce, en Espagne qui ont précipité des centaines de milliers de gens dans le désespoir.

S'ajoutent la guerre et les tensions guerrières partout dans le monde. Les nuages s'amoncellent et ne laissent rien présager de bon.

D'abord en Europe, en Ukraine, où la guerre commencée le 24 février 2022 aurait fait un demi-million de victimes des deux côtés. Zelensky a prévenu qu'elle durera sans doute des mois. Et les puissances occidentales, après avoir longtemps fait semblant de résister, ont promis de lui fournir des avions de combat F-16 qui ne sont pas des Canadair destinés à lutter contre les incendies, mais bien à allumer de nouveaux foyers. Ils envoient aussi des armes à sous munitions et des armes à uranium appauvri. Cette guerre constitue en outre une excellente opportunité pour ces puissances, dont la France, de tester leurs dernières armes de destruction massive en situation de guerre réelle. Exactement comme les Etats-Unis l'avaient fait en août 1945 au Japon, à Hiroshima et Nagasaki.

Aujourd'hui, c'est la guerre des drones de plus en plus sophistiqués.

Pour les Etats-Unis, leur territoire reste un sanctuaire, car loin du champ de bataille. La guerre peut donc bien durer. Il n'en est pas de même pour l'Europe car la guerre se déroule à ses portes.

Cette situation a constitué pour certains un excellent prétexte pour racketter les populations en augmentant les prix et en réalisant les profits faramineux, TotalEnergies, CMA CGM, etc.

Ensuite en Afrique, où se déroule un affrontement entre plusieurs puissances : les Etats-Unis, la Russie (qui cherche à déloger la France grâce à l'armée privée Wagner dont le chef a péri en août 2023 lors du crash de l'avion qui le transportait), la Chine et l'Europe dont la France.

Dans les anciennes colonies françaises (Burkina, Bénin, Mali, etc.), les populations faisaient déjà face aux assauts des djihadistes. Avec les récents coups d'état, la situation risque de s'aggraver. Concernant le Niger, Macron manipule la CEDEAO, qui est un regroupement d'états africains, pour menacer les militaires, formés en France et aux USA, qui ont pris le pouvoir par un putsch militaire. C'est que la France a de gros intérêts à défendre, notamment les entreprises capitalistes qui pillent l'uranium, entre autres. Mais cela, Macron ne peut pas le déclarer publiquement, Alors il prétend vouloir restaurer « *l'État de droit au Niger* ». En attendant, la population nigérienne paie déjà le prix fort. Les sanctions économiques prises sont à l'origine de flambée de prix, de pénurie de nourriture, de médicaments, etc.

Enfin, il y a la situation du Gabon où le président Ali Bongo, à peine élu, a été débarqué par un putsch militaire, avec son cousin comme chef. Mais là, la France a été plus discrète. C'est que la famille Bongo, après plus de 50 ans au pouvoir, commençait à faire tache sur la photo ! Et surtout le remplaçant du fils Bongo, connu des dirigeants français, ne remet pas en cause la présence de Total et autres entreprises françaises au Gabon.

Tous ces faits ont un point commun : **le capitalisme**. Ce système, en privilégiant le profit privé, répand et entretient les problèmes sur toute la planète avec sa recherche effrénée de nouveaux marchés, de nouvelles sources d'approvisionnement à bas prix, d'augmentation de ses taux de profit. C'est pour cette raison que les puissances impérialistes, comme les USA et la France notamment, ont des forces armées positionnées dans de nombreux pays : Japon et Europe pour les USA face à la Chine et à la Russie, Pays du Sahel pour la France face aux populations locales et la Russie.

Voilà ce qu'a déclaré Smedley Buttler, un général des Marines des USA en 1935 dans ses mémoires : « *J'ai passé la plupart de mon temps en tant que gros bras pour le monde des affaires, pour Wall Street, et pour les banquiers. En bref, j'étais un racketteur, un gangster au service du capitalisme. (...) Quand je repense à tout ça, je pourrais donner à Al Capone quelques conseils. Le mieux qu'Al Capone pouvait faire, c'était de racketter trois quartiers. Moi, j'agissais sur trois continents* ».

Pourtant, c'est au nom de la défense de la liberté et des valeurs démocratiques qu'ils prétendent enrôler leurs populations, future chair à canon d'une guerre pour leurs intérêts. C'est pour cela que Macron a présenté une facture de 413 milliards de budget militaire au début de l'année. Ce qui a réjoui le groupe Dassault qui développe déjà le remplaçant du Rafale. Cet argent aurait été plus utile pour la santé, l'éducation, le logement, entre autres. Ne marchons donc pas dans leurs mensonges !

Nos intérêts de travailleurs sont à l'opposé de ceux de nos exploiters. Pour empêcher le monde de sombrer dans la barbarie, c'est contre leur domination qu'il faut partir en guerre ! Il faut renverser le capitalisme.

Sur la situation en France

Le premier semestre de cette année a été marqué par une mobilisation de plus de 5 mois contre la réforme injuste et injustifiée des retraites qui a fait passer l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans, ainsi que la fin des régime dits spéciaux. Cette modification est préjudiciable aux travailleurs Cette réforme est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

Pour justifier cette mesure, Macron avait avancé diverses raisons dont celle d'assainir les finances, de « *la fin de l'abondance et de l'insouciance* ». Bien entendu, il ne s'adressait pas à ceux qui s'enrichissent chaque jour un peu plus, mais à ceux qui justement sont victimes de la crise et vivent dans la privation.

Cette réforme est une des multiples attaques qui frappent la grande majorité de la population laborieuse, alors qu'un petit nombre de parasites, la classe capitaliste, amasse des millions.

Quelques chiffres pour comprendre.

En France, on dénombre un peu plus de 2,8 millions de millionnaires. Parmi eux, 3 890 détiennent chacun une fortune excédant 100 millions de dollars et 82 au-delà de 500 millions.

« Au premier trimestre de 2023, les profits des entreprises agroalimentaires ont progressé de 18% pour s'établir à 7 milliards d'euros. Les industriels du secteur se font de plus en plus d'argent en exploitant les travailleurs d'une part et d'autre part sur le dos de la population qui galère pour se nourrir correctement, en atteste la baisse des ventes des volumes de la grande distribution alimentaire. Selon les études (IFOP), presque la moitié des personnes gagnant autour du Smic se privent d'un repas par jour en raison de l'inflation. Il y a bien urgence à revaloriser les salaires et ce en premier lieu le Smic pour le porter au moins à 2 000€. Au niveau mondial, depuis 2022, la hausse des profits est responsable de 45% de l'inflation. C'est la recette des colossaux profits : augmenter les prix et bloquer les salaires. Entre 2010 et 2023, le salaire brut horaire réel (c'est-à-dire corrigé de l'inflation) a baissé de 3,7% tandis que les profits bruts réels eux ont progressé de 45,6%.

Les plus grandes entreprises de la planète ont versé plus de 560 milliards de dollars de dividendes au 2nd trimestre 2023 (un record). La France représente 30% des dividendes reversés en Europe et la tendance est à la hausse avec 13,3%. En France le montant des dividendes distribués s'élèverait à 46 milliards d'euros (autre record). BNP Paribas, Sanofi, Axa, LVMH et Engie dont les dividendes ont augmenté des 2 tiers, ont été les principaux redistributeurs au 2nd trimestre, en sachant que les entreprises du CAC 40 ont dégagé plus de 142 milliards d'euros de bénéfices en 2022. En complément à ces profits et dividendes nous savons que le montant annuel des exonérations de cotisations sociales a été multiplié par 2,8 entre 2012 et 2022. En 2022, elles s'élevaient à presque 74 milliards d'euros. Stopper cette gabegie permettrait d'assainir les finances de la sécurité sociale et empêcherait que les revenus du travail servent à subventionner les EMN qui n'en ont pas besoin ».

Et il y a maintenant la situation des « Restos du cœur », association créée par Coluche, qui sont en quasi faillite, à cause de la hausse galopante des prix qui bat des records et surtout le nombre croissant de femmes et d'hommes qui basculent dans la précarité et la pauvreté.

Pourtant, ce tableau n'incite pas Macron à s'arrêter là. Au contraire.

Via sa Première ministre, il veut poursuivre le démantèlement de l'assurance chômage dès la rentrée, pour mettre en place de nouvelles dispositions à compter du 1^{er} janvier 2024. Il s'agit là encore d'imposer des mesures régressives aux travailleurs qui verraient leurs indemnités diminuer.

C'est également la réforme de l'enseignement professionnel entrée en application dès cette année scolaire et dont l'objectif est de mettre des salariés jeunes et bon marché à la disposition des entreprises sous prétexte d'adapter les élèves aux besoins de l'économie.

Face à ces attaques, le monde du travail doit réagir en s'organisant.

La création des richesses, le fonctionnement de la société en général : tout cela repose sur les travailleurs. C'est dire que nous avons le pouvoir d'intervenir pour imposer une vision différente. Car nos intérêts sont totalement à l'opposé des parasites qui nous exploitent et de ceux qui les soutiennent. S'il faut partir en guerre aujourd'hui, ce ne pourra être que contre eux pour faire cesser cette situation.

Sur la situation en Martinique

Le contexte que nous venons de décrire concerne bien évidemment la Martinique qui fait partie de l'ensemble français. Mais ici, la situation sociale est plus inquiétante du fait de la politique menée par les gouvernements depuis des décennies. Et ce ne sont pas les élus locaux, plus préoccupés par leur (ré) élection dans certaines instances ou de leur image, qui monteront au créneau pour dénoncer le gouvernement et les capitalistes locaux, et exiger des solutions pérennes.

Signalons tout de même deux situations que nous travailleurs organisés au sein de la CGTM ne devons pas ignorer.

C'est d'abord la mobilisation intitulée « **Simenn Matinik Doubout** » et dont le point fort se tiendra du 22 au 28 octobre 2023. Cette mobilisation fait suite à la déclaration au début de l'année du non-lieu dans l'affaire de l'utilisation de la chlordécone sur les exploitations bananières en Martinique.

La CGTM doit continuer à dénoncer cette décision judiciaire et exiger que les empoisonneurs, qui sont connus, soient sanctionnés.

C'est ensuite l'échange entre le président de la CTM et le préfet, représentant l'Etat, à propos d'une délibération de la CTM déclarant le créole langue officielle en Martinique à côté du français.

Pour la majorité de la population, il y a longtemps que cette langue est sa langue officielle, d'autant plus qu'elle est enseignée à l'école à côté de l'anglais, du français, de l'espagnol, de l'allemand, etc. Ayons donc à l'esprit cette réflexion d'un sociologue : « *les faits divers sont des faits de diversion* ».

Élections professionnelles

Ce sont celles-ci qui permettent de déterminer la représentativité de la CGTM (CPH, CESECEM, etc.).

Certaines élections permettent de faire fonctionner la CGTM, à travers des moyens liés à la représentativité. Outre cet aspect, c'est le moyen de nous faire connaître des travailleurs dans des entreprises et d'y introduire la CGTM. Toutes ces élections sont donc importantes.

C'est d'ailleurs pour cela que la CGTM doit répondre à toutes les invitations à négocier la mise en place du CSE. TotalEnergies, Société Martiniquaise des Eaux, Carrefour Dillon, Carrefour Cluny, Diamant Distribution, entre autres sont des exemples.

Le Congrès de la CGTM

Le 15^{ème} congrès, qui aurait dû se tenir en juin 2023 a été repoussé aux 13 et 14 octobre 2023. Aujourd'hui, c'est donc notre dernière CE statutaire avant ce congrès qui aura lieu dans tout juste un mois.

Le Congrès constitue un moment particulier et important dans la vie de notre organisation syndicale pour plusieurs raisons. C'est le moment de dresser le bilan de la mandature passée, mais c'est surtout l'occasion de discuter de la prochaine à venir.

Dans le contexte actuel, qui voit le gouvernement démanteler les conquêtes ouvrières (Retraites, indemnisation des licenciements, allocations chômage, statut des fonctionnaires, aide au logement, etc.), les travailleurs doivent s'organiser pour défendre leur acquis, mais aussi défendre leur peau !

Ce contexte entraîne des répercussions sur la vie de notre syndicat, au premier rang desquelles son fonctionnement.

J'appelle tous les militants et toutes les militantes de la CGTM à se saisir de ce rendez-vous pour discuter autant de son organisation pratique que du redressement et du renforcement indispensables de notre syndicat.

Je rappelle que cette année, cela fait 60 ans que la CGTM existe (Juin 1963).

Je veux également signaler que le 13 octobre 2023, plusieurs organisations syndicales françaises appellent à une journée de manifestations et de grèves. Compte-tenu du fait que notre congrès débute précisément ce jour-là, la CGTM ne pourra pas organiser de manifestations. Mais il me semble important que la CE se positionne sur cet appel qui portera sur la question des salaires, sur l'égalité entre les femmes/les hommes, sur les retraites et les services publics.

Voilà camarades ce que je tenais à vous dire en ouverture de cette CE.

Merci de votre écoute et place au débat maintenant.